

2 Débats

Quand les «no vax» font le jeu des Big Pharma

OPINION

On a entendu il y a quelques jours une curieuse nouvelle qui nous venait des Etats-Unis: une femme «no vax» armée d'un mégaphone se demandait pourquoi les sans-abri ne sont pas morts pendant la pandémie. Ce à quoi un sans-abri qui passait par là répondait: «Parce que je suis vacciné, idiot!» Cette histoire témoigne des multiples paradoxes qui entourent la gestion de la pandémie. Dès le début, les autorités sanitaires suisses comme du reste celles de tous les gouvernements de la planète, appuyées par des experts d'éthique se sont empressées de dire que le vaccin ne serait pas obligatoire et que donc la piqûre pouvait se faire sur base volontaire. L'idée était noble: dans un monde idéal, la population a confiance dans le progrès de la médecine et acceptera les recommandations des autorités sanitaires de se faire vacciner, permettant ainsi de combattre avec succès la diffusion du virus dans l'espoir de l'éradiquer. Mais les éthiciens, bien que voulant bien faire, ne sont pas, hélas, des mathématiciens, et il ne fallait pas trop se faire d'illusions sur les conséquences de cette malheureuse décision en termes d'évolution et de diffusion du virus.

La brèche ouverte par la garantie d'une liberté de choix de se vacciner ou pas a fait que dans la plupart des Etats, démocratiques et moins démocratiques, un mouvement «no vax» à l'échelle planétaire a recueilli des franges importantes de la population, rendant ainsi impossible d'atteindre une immunité collective qui aurait permis d'espérer une éradication du virus. Car, rappelons-le, si un pourcentage très élevé de la population est immunisé, les modèles mathématiques garantissent que la circulation du virus régresse pour concerner de moins en moins d'indi-



GIUSEPPE MELFI
PROFESSEUR TITULAIRE DE MATHÉMATIQUES
À L'UNIVERSITÉ DE NEUCHÂTEL, CHARGÉ
D'ENSEIGNEMENT À LA HEG ARC ET À LA HEP BEJUNE

**Cela garantit
aux Big Pharma de
se poser en sauveurs
de l'humanité
en proposant
une troisième dose
de vaccin**

vidus et ce de manière progressive jusqu'à disparaître.

Or, on est loin du compte. Seulement en Suisse, des millions d'habitants ne sont pas vaccinés et ne sont pas près de le faire, ce qui fait de l'immunité collective un mirage.

Paradoxalement le succès du mouvement «no vax» au niveau mondial, bien que celles et ceux qui ne se vaccinent pas constituent une galaxie hétéroclite aux multiples motivations, fait le jeu des Big Pharma (pour utiliser leur expression fétiche) contre qui le mouvement se bat. L'un des principaux arguments des «no vax» est que la vaccination au niveau mondial enrichit de manière obs-

cène les industries pharmaceutiques et entre autres creuse les inégalités dans la distribution des richesses. Les «no vax» se rendent-ils compte que tant que des millions de personnes non vaccinées se baladent dans la rue, la circulation du virus est alimentée, et la pandémie est au mieux sous contrôle, sans que le virus disparaisse complètement? Cela garantit aux Big Pharma de se poser en sauveurs de l'humanité en proposant une troisième dose de vaccin, puis pourquoi pas une quatrième fin 2022, une cinquième fin 2023. Ce alors qu'une vaccination de masse aurait permis probablement une plus rapide éradication du virus, et par conséquent qu'une vaccination efficace d'un pourcentage très élevé de la population aurait permis aussi une fermeture du robinet des flux financiers qui seront destinés à alimenter les caisses des industries pharmaceutiques productrices de vaccins pendant encore quelques années au moins.

Lorsqu'on pense que dans le passé des milliards de personnes ont été vaccinées sans qu'il y ait vraiment eu de débat; lorsqu'on pense les bénéfices en termes de santé publique qui en ont été tirés; lorsqu'on pense que les vaccins contre le Covid19, aussi novateurs soient-ils, après plusieurs milliards d'inoculations ont désormais largement bien fait leurs preuves; lorsqu'on observe avec dépit des gens manifester pour défendre leurs opinions truffées de *fake news* à Genève ou à Berne, on peut se demander si l'OMS et la pensée dominante de l'éthique médicale d'aujourd'hui n'ont pas joué un rôle néfaste dans la gestion de la pandémie en permettant, sans forcément que ce soit leur intention, un débat au niveau mondial sur l'opportunité de se faire vacciner. ■

La foi décroissante, une question de générations

OPINION

Quiconque se rend au culte dans une église catholique ou réformée un dimanche matin trouvera généralement des personnes aux cheveux gris. Ce sont souvent des personnes plus âgées qui s'y rendent. Cela pourrait suggérer que les gens deviennent plus religieux avec l'âge. Peut-être à cause de la proximité croissante de la mort, peut-être à cause d'une sagesse grandissante, peut-être aussi parce que le service religieux est une manière plutôt tranquille de passer son temps libre.

Dans les sciences sociales, cependant, il y a une tout autre explication depuis un certain temps: la société devient moins religieuse non pas parce que les individus perdent leur foi à l'âge adulte, mais parce que les générations plus âgées et plus religieuses meurent et que les générations plus jeunes et moins religieuses arrivent. Ainsi, les générations actuellement plus âgées ne sont pas plus croyantes parce qu'elles le seraient devenues au cours de leur vie. Elles ont plutôt grandi à une époque plus religieuse et ont maintenu ce niveau de religiosité relativement élevé au fil des ans. Les générations suivantes ont progressivement grandi dans des sociétés moins religieuses et ont maintenu la religiosité (moins importante) qu'elles avaient acquise dans leur jeunesse de manière relativement constante au fil des ans. Ce phénomène de sécularisation se produit donc en raison du remplacement des cohortes.

Cette théorie a déjà été confirmée avec succès dans divers pays occidentaux, tels que la Grande-Bretagne, les Etats-Unis et l'Allemagne. Dans une nouvelle étude, il a été possible de retracer l'évolution religieuse en Suisse de 1930 à 2020 et en particulier de tester pour la première fois



JÖRG STOLZ ET JEREMY SENN
PROFESSEUR ET DOCTORANT À L'INSTITUT
DES SCIENCES SOCIALES DES RELIGIONS,
UNIVERSITÉ DE LAUSANNE

**Chaque jeune
génération est un peu
moins croyante
que la précédente
et maintient ensuite
cette religiosité
relativement
constante dans
le temps**

la thèse du remplacement des cohortes en Suisse.* Les résultats, obtenus sur la base du plus grand ensemble de données nationales disponibles sur les pratiques et croyances religieuses avec plus de 30000 répondants, sont clairs et confirment l'importance des générations.

En Suisse aussi, chaque jeune génération est un peu moins croyante que la précédente et maintient ensuite cette religiosité relativement constante dans le temps. L'étude le montre pour l'apparte-

nance religieuse, la fréquentation des services religieux, la fréquence des prières et la croyance en Dieu. Cependant, la sécularisation n'est pas entièrement due au remplacement des cohortes. Nous observons également de légères baisses de religiosité même à l'âge adulte, notamment en ce qui concerne l'appartenance religieuse (désaffiliations).

En revanche, notre nouvelle étude réfute deux autres théories bien connues du changement religieux. Nos résultats contredisent la thèse que beaucoup de gens gardent leur foi et abandonnent seulement leur adhésion à l'église («believing without belonging»). Il n'y a pas eu non plus de «révolution spirituelle» en Suisse. Selon cette théorie, la religiosité chrétienne serait en déclin, mais serait remplacée par une spiritualité holistique et ésotérique. Si cette théorie était correcte, alors des pratiques telles que la clairvoyance, la méditation, le yoga, la guérison spirituelle ou la lecture de littérature spirituelle et ésotérique auraient fortement augmenté au cours des dernières décennies. Les données ne montrent rien de tel. Au contraire, les indicateurs de la spiritualité ésotérique holistique sont restés relativement stables au cours de la période observée.

Dans l'ensemble, notre étude montre, avec une précision jusqu'alors inatteignable, que la sécularisation en Suisse est très similaire à celle des autres sociétés occidentales. D'un point de vue religieux, la Suisse n'est pas un cas particulier. ■

* Des Générationes à la foi décroissante. Religion et sécularisation en Suisse 1930-2020. Stolz, J. & Senn, J. (2021). Social Change in Switzerland, N° 27. www.socialchangeswitzerland.ch

Participation de la Suisse à la sécurité européenne

INCIDENCES



FRANÇOIS NORDMANN

La conseillère fédérale Viola Amherd, cheffe du département de la Défense, s'est rendue à Bruxelles le 21 octobre dernier. Elle y a participé à une réunion du Concept de nation-cadre pour une coopération de défense en Europe, un groupement au sein de l'OTAN piloté par l'Allemagne. La Suisse participe à deux programmes mis en œuvre dans ce nouveau partenariat. Au cours de la conférence de presse organisée à l'issue de cette réunion, la magistrate a déclaré, selon la NZZ qui est seule à l'avoir rapporté, que la Suisse étudiait les modalités d'une éventuelle coopération avec l'organe de défense de l'Union européenne, la Coopération structurée permanente (CSP ou Pesco). Elle aura sans doute l'occasion de s'en expliquer lors de la conférence qu'elle donne à l'Université de Zurich le 8 novembre (après le délai de rédaction de la présente chronique).

Le Conseil fédéral, tout en rompant les pourparlers en vue de la conclusion de l'accord institutionnel, a indiqué à Mme Ursula von der Leyen, présidente de la Commission européenne, le 26 mai dernier, que la Suisse soutenait... «les efforts de l'UE pour développer l'indépendance technologique et l'autonomie stratégique de notre continent». C'est dans ce contexte qu'il faut comprendre l'engagement de Mme Amherd, quand bien même le Service de renseignement relève dans son rapport 2021 que l'UE est encore loin de l'autonomie stratégique à laquelle elle prétend vis-à-vis des Etats-Unis ou de l'OTAN. L'accident mis sur la part que prend la Suisse à la sécurité de l'Europe – au-delà de la Swisscoy au Kosovo ou de l'action Eufor Althea menée en Bosnie-Herzégovine – vient à son heure.

**L'environnement
de sécurité en Europe
est le plus complexe
et le plus exigeant depuis
la fin de la guerre froide**

En effet, l'année 2022 sera une année marquante à cet égard. «Ce sera l'année de la défense européenne», a même déclaré M. Charles Michel, président du Conseil européen. D'abord, l'environnement de sécurité en Europe est le plus complexe et le plus exigeant depuis la fin de la guerre froide, selon le think tank RUSI de Londres. Plusieurs facteurs y contribuent: la montée en puissance de la Chine, les difficultés d'approvisionnement en énergie, le changement climatique, les interférences répétées dans les processus électoraux des démocraties, qui témoignent de la vulnérabilité aux attaques cybernétiques. De plus, les menaces «classiques», telles que l'agressivité de la Russie, le terrorisme ou la pression aux frontières du fait de l'immigration, n'ont pas disparu. A cela s'ajoutent le retrait des Etats-Unis du Moyen-Orient et les ratages dans le fonctionnement de l'OTAN illustrés par les circonstances du désengagement américain de l'Afghanistan: on peut même se demander si l'on n'est pas entré dans une ère où la sécurité de l'Europe acquiert une moindre importance et où l'Europe a cessé d'être un acteur mondial.

En outre, plusieurs rendez-vous sont inscrits au calendrier de l'année prochaine, qui apporteront peut-être une partie des réponses à ces défis: l'arrivée au pouvoir d'un nouveau chancelier et d'une nouvelle coalition en Allemagne, l'élection présidentielle en France, un sommet entre l'Union européenne et l'OTAN, l'adoption d'un nouveau concept stratégique au prochain sommet de l'OTAN à Madrid. Et comment organiser, par-delà les chicanes post-Brexit, la coopération de défense et de sécurité du continent avec le Royaume-Uni? En dépit du tropisme à la mode chez les Européens de favoriser la région indo-pacifique, vers laquelle les Britanniques se réorientent dans leur stratégie globale, la zone euro-atlantique demeure cruciale pour la sécurité du Royaume-Uni et de l'Europe.

La Suisse n'est peut-être touchée qu'indirectement par certains de ces problèmes, elle doit néanmoins en suivre de près l'évolution et définir les programmes auxquels elle peut apporter une valeur ajoutée et qui servent ses intérêts. A cet égard, l'acquisition des avions de combat F-35 «au service de la protection de tout l'espace aérien de l'Europe» doit être complétée par d'autres offres encore. La conseillère fédérale Viola Amherd en semble consciente. ■

EN LIGNE

«Toc!»,
la vidéo
de Claude-Inga
Barbey

Cette semaine, Jacqueline D. reçoit la chargée de communication du Département de la santé de Genève, qui a organisé une tombola afin d'encourager les récalcitrants à se faire vacciner...

A voir sur:

LeTemps.ch/video

LIEN DIRECT

